

# Copie anonyme - n°anonymat : 520197

n°anonymat  
Emplacement  
QR Code

520197

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 9

Session : 2024

Épreuve de : ESH

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Dans les années 1980, le FMI a imposé aux pays en développement très endettés des politiques de rigueur en échange de son aide. Mais O. BLANCHARD, économiste du FMI, a avoué plusieurs années plus tard avoir mal évalué les politiques publiques d'ultra-libéralisation, enfonçant les pays dans la crise. Ainsi, pourquoi et comment évaluer les politiques publiques ?

Les politiques publiques sont l'ensemble des actions mises en place par les pouvoirs publics pour influencer les variables économiques. Ici on s'intéressera au pouvoir de l'Etat, des institutions locales et des organismes de sécurité sociale. On peut se demander pourquoi les évaluer : c'est-à-dire trouver les raisons d'analyser les effets qu'elles ont eus. On verra que cette analyse se fait sur les politiques du passé qui permettent donc de mieux faire celles du présent. Cette évaluation peut se faire de manière objective ou subjective, par des organismes, comme l'INSEE, ou des économistes comme X. SARAVEL par exemple dans « Évaluation du plan France Relance » (2024). Cette évaluation peut même changer en fonction des pays, des agents et des époques selon les nouveaux enjeux contemporains. De plus, s'intéresser à comment c'est fait une évaluation selon des critères. Ils peuvent être plus ou moins actuels et différents dans le temps et l'espace. Ils peuvent être faits de manière plus ou moins légitime et efficace. Dans le cadre de cette réflexion, nous nous appuyons tout d'abord sur les critères du canon magique de KALDOR (conflict in national economic objectives) ie le plein emploi, une faible inflation, une balance commerciale à l'équilibre et une forte croissance. Mais nous verrons aussi qui évalue des politiques publiques se fait selon leur efficacité et leur respect de la longue ou moins long terme

justice sociale. L'enjeu sera donc de revoir certains critères desuets et d'en créer de nouveaux.

Ainsi, entre nécessité et efficacité, pourquoi et comment évaluer les politiques publiques à l'aune de critères variables et adaptés ? On verra d'abord pourquoi évaluer les politiques publiques (I) puis comment le faire de manière juste et efficace (II). Nous verrons qu'il faudra revoir certains critères pour mieux les évaluer (III).

X X X

Il faut évaluer les politiques publiques pour d'abord ne pas refaire les mêmes erreurs (A) ou bien refaire ce qui a marché (B).

Approche de ses erreurs par une évaluation permet de meilleures politiques publiques. Il serait contre-productif de refaire les mêmes politiques publiques inefficaces. À court-terme des politiques ont été un échec et une évaluation permet de ne plus les refaire. C'est le cas d'une politique budgétaire de relance comme l'a fait MAUROY en 1981 alors que les conditions n'étaient pas réunies : le plein emploi des facteurs de production et l'équilibre économique n'a fait qu'augmenter l'inflation à 13%. Une politique budgétaire de rigueur par a été illustrée en cas de troppe liquidité par le modèle IS/LM.

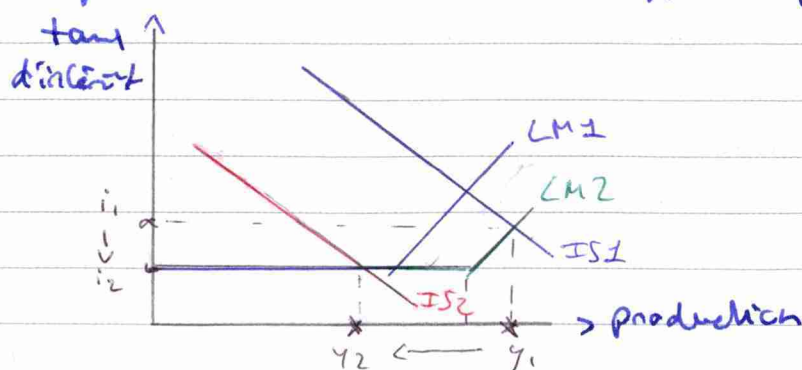


Figure 1 : évaluation d'une politique de rigueur en situation de troppe liquidité.

Cette politique publique a été mise à place par l'Irlande lors de la crise de dette souveraine des années 2010: la banque centrale menait une politique monétaire expansionniste ( $LM1 \rightarrow LM2$ ) et la politique de réguler a certes fait baisser le taux d'intérêt ( $i_1 \rightarrow i_2$ ) mais a beaucoup fait baisser la production ( $y_1 \rightarrow y_2$ ), plongeant l'Irlande dans la crise, les salaires baissant de 10% en moyenne par exemple. On peut aussi évaluer des politiques budgétaires de long-terme: des politiques structurelles inefficaces ou mal agencées. Une trop ambitieuse comme il a fait la Chine ses logements même aujourd'hui d'un échec: ce sont 100 millions de logements construits en trop pour 2029. Ou bien pas assez ambitieuse: les politiques environnementales ne semblent pas assez conséquentes pour remplir nos objectifs. F. PISANY-FERRY et J. MAHFOUZ dans leur rapport « Les incidences économiques de l'action pour le climat » (2023) estimer qu'il faudrait augmenter les dépenses de 66 milliards par an. De plus, des politiques publiques fondées sur l'ouverture sont évaluées comme pas les refuser: « le protectionnisme isole plus qu'il ne protège » et la manière dont commençait E. COMBE (« Révisite à la tentation protectionniste », 2022). Et même une ultra libéralisation à l'inverse a montré ses faiblesses comme il a montré le Consensus de Washington et son aggravation des crises. Plus encore, il faut évaluer pour éviter des conséquences néfastes sur la population. Celle nationale, avec des politiques fiscales, et même extra-nationales comme le disait J. POWELL en 2024 « la FED prend en compte les répercussions de la politique sur le monde ». Une évaluation permet même être bénéfique pour les politiques et leur enjeu électoral.

Plus que de ne pas refaire les mêmes erreurs, il faut évaluer les politiques publiques pour refaire celles qui ont marché et il n'y a aucune raison de ne pas continuer ou copier une politique efficace. On peut évaluer des politiques de court-terme: celles contre-cycliques ont montré leurs preuves. En Europe, le quantitative easing (achat massif de liquidités par les BC), a permis à deux pays de sortir de la crise de 2009 et de 2020. Plus que contre la conjoncture, une politique de long-terme doit être évaluée: les infrastructures et leur qualité sont la clé de la croissance selon X. SALA-I-MARTIN (« Convergences », 1992). En évaluant divers pays, cette analyse permet de meilleures politiques publiques. Pour l'inflation, P. VOLCKER a augmenté en 1983 son taux de 11 à 20%. Et l'inflation est passée de 13 à 3%. Une autre évaluation concerne

la balance commerciale. Les pays peuvent suivre la voie de la compétitivité prix, comme la Chine qui est devenue le Wondershop of the world avec 20% de la production mondiale de biens manufacturés, ou hors-prix comme l'a fait Taïwan qui produit 96% des semi-conducteurs du monde. Une évaluation a été faite par FRIEDMAN dans Two different people pour souligner le «miracle économique chilien» des privatisations des années 1980: le taux de chômage et d'inflation divisés par deux et la croissance multipliée par 3. Il a évalué pour préconiser de refaire la même chose: MICEI en Argentine depuis décembre essaye de le faire. Une dernière évaluation peut être faite pour justifier des politiques communes. KEYNES dans sa Théorie générale de l'intérêt, de l'argent et de la monnaie en 1936 montre que la multiplication d'investissements dans une économie ouverte rationnelle serait moins forte que si les pays faisaient une relance commune. Ainsi, une évaluation permet de faire de bonnes politiques publiques.

XX

Si il faut évaluer les politiques publiques pour savoir ce qui il faut ou ne faut pas refaire, il s'agit ici de savoir comment bien évaluer, sous peine de sous-optimalité si on. Cette évaluation doit être à la fois une évaluation sur l'efficacité (A) et la justice (B).

Premièrement il faut évaluer l'efficacité d'une politique ie qu'elle remplisse ses objectifs avec le moins de ressources possibles. Pour le plein-emploi: l'Allemagne dans les années 2000 avait un problème d'appariement et elle a donc instauré un «choc PISA» pour relever le niveau d'éducation. X. JARAVEL a écrit dans «Cap sur le capital humain pour renouer avec la croissance de la productivité» (2022) montrant qu'en doublant ses dépenses fédérales dans l'éducation, les résultats des élèves allemands avaient augmenté de 10 points en mathématiques au test PISA. Le critère d'efficacité est rempli. Mais ce critère d'évaluation n'est pas si parfait que partiellement rempli: les américains avec l'IRA (2022) attirent de nouvelles entreprises et créent de l'emploi mais l'emploi dans les usines de TSMC coûte à tout chacun 60 millions à l'état. Il faut évaluer les politiques publiques selon leur

# Copie anonyme - n°anonymat : 520197

Emplacement  
QR Code

Code épreuve : 245

Nombre de pages : 12

Session : 2024

Épreuve de : ESH

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

efficacité dans leur ensemble. Pour l'inflation, J. COUPEY-SOUBEYRAN  
a introduit en 2018 un outil d'évaluation des politiques publiques:  
la règle de TAYLOR augmentée:

$$i = \pi + i^* + \alpha(\pi - \pi^*) + \beta(y - y^*) + \gamma(s - s^*)$$

avec  $i$  le taux d'intérêt,  $i^*$  celui à l'équilibre,  $\pi$  le taux d'inflation,  $\pi^*$  l'équilibre,  
 $y$  le taux de croissance,  $y^*$  l'équilibre,  $s$  la stabilité du système financier,  $s^*$  l'équilibre  
et  $\alpha, \beta, \gamma$  la priorité donnée aux objectifs. Ainsi, l'objectif  
est d'évaluer l'efficacité d'une politique publique selon les  
choix pris : ROUCKER a appliqué cette règle dans les années 80 et cela  
a été un succès. Pour la croissance maintenant, une évaluation  
de l'efficacité peut se faire sur le court terme : la politique budgétaire  
du <sup>an New Deal</sup> a été évaluée comme un succès car elle a baissé le chômage  
à 1929 de 29% à 4%. Même à long-terme, SOLOW et SPENCER  
dans « Economic growth and inclusive development » (2008) évaluent  
13 réussites en montrant que leur taux de croissance a été de plus de  
7% pendant 25 ans grâce à des institutions qu'ils induisent dans  
la mondialisation. Le Botswana fait parti des 13 et a mis en place  
en 1994 un fonds souverain PULA bénéfique à la croissance. Pour  
la balance commerciale : si les conditions MARSHALL-LENER  
sont réunies, on peut évaluer comme réussie une politique publique  
de dévaluation. La contre en 5 illustre la politique de ROOSEVELT  
de 1934 car il a dévalué et donc la importation était très chère  
(effet prix) mais la balance commerciale est devenue excédentaire en passant  
de 250 à 500 millions de dollars (effet quantité). Cette politique  
est bien évaluée positivement du point de vu de l'efficacité.

Mais le seul critère d'efficacité ne peut être suffisant pour évaluer : il faut respecter le principe de justice sociale. Une politique publique ne doit pas être anti-redistributive : C. GUILLY dans La France périphérique (2022) montrait que l'augmentation de la TICPE sur le cabonant avait mené au mouvement des gilets jaunes car c'étaient les classes sociales modestes et moyennes qui pâtissaient les effets les plus directs. L'évaluation de la politique publique doit prendre en compte les effets. Dans l'audition au Sénat en 2024 (Qui doit financer la transition ?), S. MAHKOURZ soulignait que le passage au vert coûtera aux classes moyennes 2 ans de revenus, ce qui est inégalitaire. Un critère doit donc être l'égalité et la justice. Une politique publique de pollueur-payeur comme le préconisait PLOUZENNEUR est plutôt efficace mais surtout juste : The Economics of welfare

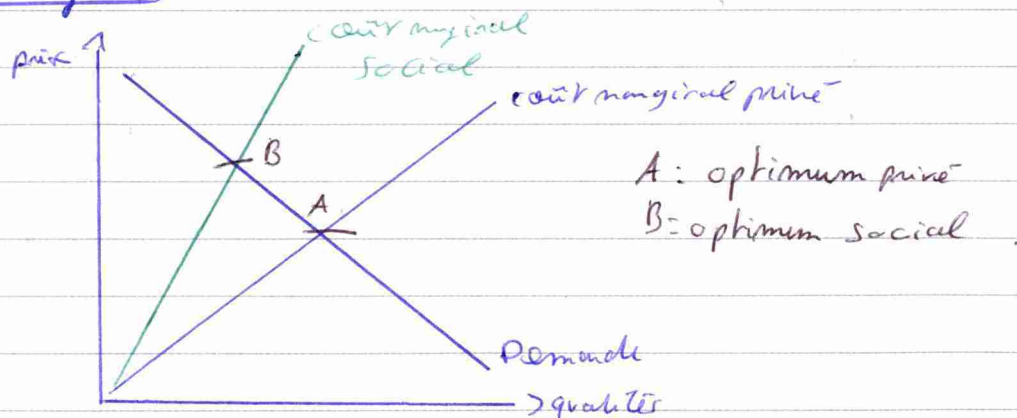


Figure 2: Évaluation de la taxe pollueur-payeur

Faire payer celui qui pollue permet de passer de A à B, ce qui est bénéfique pour la société car le pollueur internalise ses externalités négatives. On peut l'évaluer comme juste. Les politiques publiques ne doivent donc pas défavoriser une partie de la population. L'objectif de plein-emploi de l'Allemagne dans les années 2000 est allé de pair avec le mauvais emploi : (ASTEL (2005) en

faisait une mauvaise évaluation « on veut le travail pour le travail ». Mais cela a créé une classe de travailleurs pauvres : aujourd'hui 16% des emplois sont des « mini-jobs ». Cette justice point aveugle doit de plus se faire à l'extérieur des frontières : il ne faut pas favoriser les tensions. Avec la tragédie des biens communs de HARVIN qui pourrait mener à la surexploitation des ressources, l'évaluation d'une politique publique doit se faire pour éviter le phénomène de passage clandestin (COLSON) selon lequel les pays attendent que les autres mettent en place des politiques et ne font pas d'efforts. Ainsi, les politiques publiques doivent être évaluées selon l'efficacité et la justice sociales.

XX

Face à certaines impasses quand à savoir pourquoi et comment évaluer les politiques publiques, il s'agit de revoir notre manière de les évaluer à l'aune de nouveaux critères. Premièrement par la culture de souveraineté économique pour réduire sa dépendance (A) et par la culture de responsabilité pour pallier les conséquences sur le futur (B).

L'enjeu aujourd'hui d'évaluation d'une politique se fait sous le critère de souveraineté. C'est la politique de friendshoring mise en place par les États-Unis de puis 2022 (annoncée par J. YELLEN) : ie de commencer avec ses alliés géopolitiques. Les nouvelles politiques publiques doivent prendre en compte et être. C'est dans cette perspective qu'a été créé le Critical Raw Material Act en 2023 pour créer un « club des matières premières critiques » afin d'en garantir l'approvisionnement. En effet, une politique qui ne se concentre pas sur la souveraineté rendrait pas le pays résilient face aux chocs. L. DE MELO dans sa « Lettre à l'Europe » (2024) évalue les réglementations européennes comme trop restrictives comparées aux autres pays : « les US innovent, la Chine planifie, l'Europe réglemente ». Ses nouvelles réglementations par ailleurs s'achèvent d'ici 2030. Une nouvelle évaluation se base donc sur la résilience : l'économie doit être solide et se positionner sur le secteur d'avenir. Dans « Souveraineté Économique : entre ambition et réalité » (2021) F. COMBE et S. CIVICOU soulignent l'importance des politiques disruptives pour garantir la souveraineté sur le long terme. L'Europe s'est mise en

avance sur les supercalculateurs exaflopiques par exemple. Cette nouvelle Évaluation prenant en compte la résilience doit aussi se faire à l'échelle de la population: les politiques doivent inclure tous les citoyens sur les enjeux de demain. Dans le numérique, F. DUFLO d'Alcatel dans Économie trile pour des temps difficiles (2019) montrant que certains pourraient devenir des « dog walkers » s'ils ne sont pas assez inclus sur les nouveaux enjeux du numérique. De même, les politiques publiques ne doivent pas faire fuir les talents.

2. JULIA dans « L'IA n'existe pas » (2019) montrant que la plupart des chercheurs aux US dans l'IA sont français mais ne contribuent pas à la souveraineté française. Ceci est dû notamment aux salaires: un chercheur du CNRS avec 11 ans d'étude en IA gagne à peine 3000 € quand c'est 2 à 3 fois plus aux US ou en Chine. Il faut réévaluer les politiques publiques face à l'enjeu de souveraineté.

Pour la souveraineté, c'est une réévaluation sur les conséquences futures de nos actes présents qui semble primordial. Si pendant les Trente Glorieuses, on nommait les Trente Ravageuses par PESSIS et alii, la croissance était de 5,11. en moyenne, la consommation de charbon de gaz a augmenté de 107. par km en moyenne. L'impact environnemental n'était pas évalué. Il faut réévaluer les politiques publiques pour les rendre compatibles avec l'environnement. Dans le rapport PISANI-MANFROT, les économistes soulignent que la dette est un poids que paieront les générations futures. Il faut selon eux réévaluer les politiques à l'aune d'une dette climatique qui devrait être publiée chaque année par l'État et les collectivités locales:

$$C_N = \sum_{n=T}^N p_n \times (1+h)^{N-n} \times (E_n - \tilde{E}_n)$$

avec  $C_N$  la dette climatique à l'année  $N$ ,  $p_n$  le prix du carbone année  $n$ ,  $h$  le taux d'actualisation et  $E_n$  les engagements climatiques mis en place et  $\tilde{E}_n$  ceux prévus. Selon eux, il faut que les organismes réévaluent leur politiques selon leur impact environnemental pour ne pas que cela pèse sur les générations futures ou leur pays car si les critères ne sont pas respectés une dette climatique. Plus encore, certains critères semblent désuets face à

# Copie anonyme - n°anonymat : 520197

Emplacement  
QR Code

Code épreuve : 247

Nombre de pages : 12

Session : 2024

Épreuve de : ESM

## Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

L'enjeu climatique. A. BENASSY-QUERE dans Pacte budgétaire européen : comment atténuer ? (2022) préconise une "règle d'or verte" qui permettrait aux États de respecter le cadre européen de réduction du déficit à 3% mais d'enlever de ce calcul les coûts des investissements verts. Cette réévaluation des critères pour les politiques publiques serait bénéfique pour la transition. Les politiques publiques doivent donc être réévaluées à l'aune du critère de soutenabilité intergénérationnelle.

XXX

Il s'agit de se demander pourquoi et comment évaluer les politiques publiques à l'aide de critères variables et adaptés. Il faut donc évaluer les politiques publiques pour en tirer des leçons et il faut aussi les évaluer en prenant en compte leur efficacité économique et de justice sociale. Mais ces critères ne semblent pas être assez et il faut donc réévaluer les politiques publiques avec de nouveaux critères : notamment de souveraineté et de soutenabilité intergénérationnelle.

Face à l'écocriticisme naissant et aux élections de juin, une évaluation claire des politiques publiques réalisées et réalisables semble plus que nécessaire, ils ont le destin du Vieux Continent entre leurs mains.

NE RIEN ÉCRIRE DANS CE CADRE



